

ISRAËL

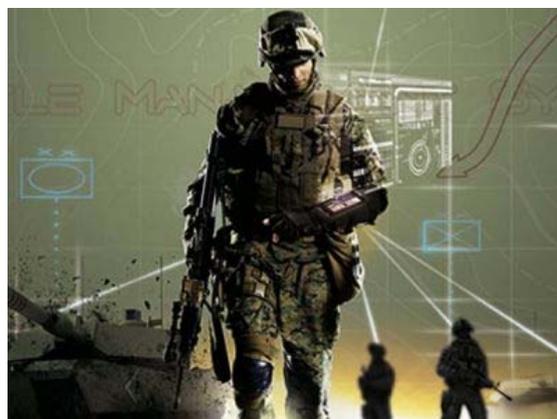
Qui est l'ennemi ?

par Thierry Meyssan

Chacun a son opinion pour expliquer les massacres commis par l'État d'Israël à Gaza. Alors que dans les années 70 et 80, on y voyait une manifestation de l'impérialisme anglo-saxon, beaucoup l'interprètent aujourd'hui comme un conflit entre juifs et arabes. Revenant sur la longue période —quatre siècles d'Histoire—, Thierry Meyssan, consultant auprès de plusieurs gouvernements, analyse l'origine du sionisme, ses véritables ambitions, et détermine qui est l'ennemi.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 4 AOÛT 2014

ESPAÑOL ENGLISH ΕΛΛΗΝΙΚΑ TÜRKÇE



La guerre, qui se poursuit sans interruption depuis 66 ans en Palestine, a connu un nouveau rebondissement avec les opérations israéliennes « Gardiens de nos frères », suivie de « Roc inébranlable » (traduit étrangement dans la presse occidentale en « Bordure protectrice »).

À l'évidence, Tel-Aviv —qui avait choisi d'instrumenter la disparition de trois jeunes Israéliens pour lancer ces opérations et « déraciner le Hamas » afin d'exploiter le gaz de Gaza, conformément au plan énoncé en 2007 par l'actuel ministre de la

Défense [1]— a été dépassé par la réaction de la Résistance. Le Jihad islamique a répondu par l'envoi de roquettes à moyenne portée très difficiles à intercepter, qui se sont ajoutées à celles lancées par le Hamas.

La violence des événements, qui ont déjà coûté la vie à plus de 1500 Palestiniens et 62 Israéliens (mais les chiffres israéliens sont soumis à la censure militaire et sont probablement minorés), a soulevé une vague de protestation dans le monde entier. En plus de ses 15 membres, le Conseil de sécurité, réuni le 22 juillet, a donné la parole à 40 autres États qui entendaient exprimer leur indignation devant le comportement de Tel-Aviv et sa « culture de l'impunité ». La séance, au lieu de durer les 2 heures habituelles, en a duré 9 [2].

Symboliquement, la Bolivie a déclaré Israël « État terroriste » et a abrogé l'accord de libre-circulation le concernant. Mais d'une manière générale, les déclarations de protestation ne sont pas suivies d'une aide militaire, à l'exception de celles de l'Iran et symboliquement de la Syrie. Tous deux soutiennent la population palestinienne via le Jihad islamique, la branche militaire du Hamas (mais pas sa branche politique, membre des Frères musulmans) et le FPLP-CG.

Contrairement aux précédents (opérations « Plomb durci » en 2008 et « Colonne de nuée » en 2012), les deux États qui protègent Israël au Conseil (les États-Unis et le Royaume-Uni), ont facilité l'élaboration d'une déclaration du président du Conseil de sécurité soulignant les obligations humanitaires d'Israël [3]. De fait, au-delà de la question fondamentale d'un conflit qui dure depuis 1948, on assiste à un consensus pour condamner au minimum le recours d'Israël à un emploi disproportionné de la force.

Cependant, cet apparent consensus masque des analyses très différentes : certains auteurs interprètent le conflit comme une guerre de religion entre juifs et musulmans ; d'autres y voient au contraire une guerre politique selon un schéma colonial classique. Que faut-il en penser ?

Qu'est ce que le sionisme ?

Au milieu du XVIIe, les calvinistes britanniques se regroupèrent autour d'Oliver Cromwell et remirent en cause la foi et la hiérarchie du régime. Après avoir renversé la monarchie anglicane, le « Lord protecteur » prétendit permettre au peuple anglais de réaliser la pureté morale nécessaire pour traverser une tribulation de 7 ans, accueillir le retour du Christ et vivre paisiblement avec lui durant 1 000 ans (le « Millenium »). Pour ce faire, selon son interprétation de *La Bible*, les juifs devaient être dispersés aux confins de la terre, puis regroupés en Palestine et y reconstruire le temple de Salomon. Sur cette base, il instaura un régime puritain, leva en 1656 l'interdiction qui était faite aux juifs de s'installer en Angleterre et annonça que son pays s'engageait à créer en Palestine l'État d'Israël [4]

La secte de Cromwell ayant été à son tour renversée à la fin de la « Première Guerre civile anglaise », ses partisans tués ou exilés, et la monarchie anglicane ayant été rétablie, le sionisme (c'est-à-dire le projet de création d'un État pour les juifs) fut abandonné. Il ressurgit au XVIIIe siècle avec la « Seconde Guerre civile anglaise » (selon la dénomination des manuels d'Histoire du secondaire au Royaume-Uni) que le reste du monde connaît comme la « guerre d'indépendance des États-Unis » (1775-83). Contrairement à une idée reçue, celle-ci ne fut pas entreprise au nom de l'idéal des Lumières qui anima quelques années plus tard la Révolution française, mais financée par le roi de France et conduite pour des motifs religieux au cri de « Notre Roi, c'est Jésus ! ».

George Washington, Thomas Jefferson et Benjamin Franklin, pour ne citer qu'eux, se sont présentés comme les successeurs des partisans exilés d'Oliver Cromwell. Les États-Unis ont donc logiquement repris son projet sioniste.

En 1868, en Angleterre, la reine Victoria désigna comme Premier ministre, le juif Benjamin Disraéli. Celui-ci proposa de concéder une part de démocratie aux descendants des partisans de Cromwell de manière à pouvoir s'appuyer sur tout le peuple pour étendre le pouvoir de la Couronne dans le monde. Surtout, il proposa de

s'allier à la diaspora juive pour conduire une politique impérialiste dont elle serait l'avant-garde. En 1878, il fit inscrire « la restauration d'Israël » à l'ordre du jour du Congrès de Berlin sur le nouveau partage du monde.

C'est sur cette base sioniste que le Royaume-Uni rétablit ses bonnes relations avec ses anciennes colonies devenues États-Unis à l'issue de la « Troisième Guerre civile anglaise » — connue aux États-Unis comme la « guerre civile américaine » et en Europe continentale comme la « guerre de Sécession » (1861–65)— qui vit la victoire des successeurs des partisans de Cromwell, les WASP (White Anglo-Saxon Puritans) [5]. Là encore, c'est tout à fait à tort que l'on présente ce conflit comme une lutte contre l'esclavage alors que 5 États du Nord le pratiquaient encore.

Jusqu'à la presque fin du XIXe siècle, le sionisme est donc exclusivement un projet puritain anglo-saxon auquel seule une élite juive adhère. Il est fermement condamné par les rabbins qui interprètent la Torah comme une allégorie et non pas comme un plan politique.

Parmi les conséquences actuelles de ces faits historiques, on doit admettre que si le sionisme vise à la création d'un État pour les juifs, il est aussi le fondement des États-Unis. Dès lors, la question de savoir si les décisions politiques de l'ensemble sont prises à Washington ou à Tel-Aviv n'a plus qu'un intérêt relatif. C'est la même idéologie qui est au pouvoir dans les deux pays. En outre, le sionisme ayant permis la réconciliation entre Londres et Washington, le remettre en cause, c'est s'attaquer à cette alliance, la plus puissante au monde.

L'adhésion du peuple juif au sionisme anglo-saxon

Dans l'Histoire officielle actuelle, il est d'usage d'ignorer la période XVIIe–XIXe siècle et de présenter Theodor Herzl comme le fondateur du sionisme. Or, selon les publications internes de l'Organisation sioniste mondiale, ce point est également faux.

Le vrai fondateur du sionisme contemporain n'était pas juif, mais chrétien dispensationaliste. Le révérend William E. Blackstone était un prêcheur états-unien pour qui les vrais chrétiens n'auraient pas à participer aux épreuves de la fin des temps. Il enseignait que ceux-ci seraient enlevés au ciel durant la bataille finale (le

« ravissement de l'Église », en anglais « *the rapture* »). À ses yeux, les juifs livreraient cette bataille et en sortiraient à la fois convertis au Christ et victorieux.

C'est la théologie du révérend Blackstone qui a servi de base au soutien sans faille de Washington à la création d'Israël. Et ceci bien avant que l'AIPAC (le lobby pro-Israélien) soit créé et prenne le contrôle du Congrès. En réalité, le pouvoir du lobby ne vient pas tant de son argent et de sa capacité à financer des campagnes électorales que de cette idéologie toujours présente aux USA [6].

La théologie du ravissement pour aussi stupide qu'elle puisse paraître est aujourd'hui très puissante aux États-Unis. Elle représente un phénomène en librairie et au cinéma (voir le film *Left Behind*, avec Nicolas Cage, à paraître en octobre).

Theodor Herzl était un admirateur du diamantaire Cecil Rhodes, le théoricien de l'impérialisme britannique et fondateur de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie (auquel il donna son nom) et de la Zambie (ex-Rhodésie du Nord). Herzl était juif, mais pas israélite et n'avait pas circoncis son fils. Athée comme beaucoup de bourgeois européens de son époque, il préconisa d'abord d'assimiler les juifs en les convertissant au christianisme. Cependant, reprenant la théorie de Benjamin Disraéli, il arriva à la conclusion qu'une meilleure solution était de les faire participer au colonialisme britannique en créant un État juif, dans l'actuel Ouganda ou en Argentine. Il suivit l'exemple de Rhodes dans la manière d'acheter des terres et de créer l'Agence juive.

Blackstone parvint à convaincre Herzl de joindre les préoccupations des dispentionnalistes à celles des colonialistes. Il suffisait pour cela d'envisager de créer Israël en Palestine et de multiplier les références bibliques. Grâce à cette idée assez simple, ils parvinrent à faire adhérer la majorité des juifs européens à leur projet. Aujourd'hui Herzl est enterré en Israël (sur le Mont Herzl) et l'État a placé dans son cercueil *La Bible* annotée que Blackstone lui avait offerte.

Le sionisme n'a donc jamais eu comme objectif de « sauver le peuple juif en lui donnant une patrie », mais de faire triompher l'impérialisme anglo-saxon en y associant les juifs. En outre, non seulement le sionisme n'est pas un produit de la culture juive, mais la majorité des sionistes n'a jamais été juive, tandis que la majorité des juifs sionistes ne sont pas israélites. Les références

bibliques, omniprésentes dans le discours officiel israélien, ne reflètent la pensée que de la partie croyante du pays et sont avant tout destinées à convaincre la population états-unienne.

C'est à cette période que l'on créa le mythe du peuple juif. Jusque-là, les juifs se considéraient comme appartenant à une religion et admettaient que leurs membres européens n'étaient pas des descendants des juifs de Palestine, mais de populations converties au cours de l'Histoire [7].

Blackstone et Herzl ont artificiellement fabriqué l'idée selon laquelle tous les juifs du monde seraient des descendants des juifs antiques de Palestine. Dès lors, le mot juif s'applique non seulement à la religion israélite, mais désigne aussi une ethnie. En se fondant sur une lecture littérale de *La Bible*, ils sont devenus les bénéficiaires d'une promesse divine sur la terre palestinienne.

Le pacte anglo-saxon pour la création d'Israël en Palestine

La décision de créer un État juif en Palestine a été prise conjointement par les gouvernements britannique et états-unien. Elle a été négociée par le premier juge juif à la Cour suprême des États-Unis, Louis Brandeis, sous les auspices du révérend Blackstone et fut approuvée aussi bien par le président Woodrow Wilson que par le Premier ministre David Lloyd George, dans le sillage des accords franco-britanniques Sykes-Picot de partage du « Proche-Orient ». Cet accord fut progressivement rendu public.

Le futur secrétaire d'État pour les Colonies, Leo Amery, fut chargé d'encadrer les anciens du « Corps des muletiers de Sion » pour créer, avec deux agents britanniques Ze'ev Jabotinsky et Chaim Weizmann, la « Légion juive », au sein de l'armée britannique.

Le ministre des Affaires étrangères Lord Balfour adressa une lettre ouverte à Lord Walter Rotschild pour s'engager à créer un « foyer national juif » en Palestine (2 novembre 1917). Le président Wilson inclut parmi ses buts de guerre officiels (le n°12 des 14 points présentés au Congrès le 8 janvier 1918) la création d'Israël [8]

Par conséquent, la décision de créer Israël n'a aucun rapport avec la destruction des juifs d'Europe survenue deux décennies plus tard, durant la Seconde Guerre mondiale.

Durant la conférence de paix de Paris, l'émir Fayçal (fils du chérif de La Mecque et futur roi d'Irak britannique) signa, le 3 janvier 1919, un accord avec l'Organisation sioniste, s'engageant à soutenir la décision anglo-saxonne.

La création de l'État d'Israël, qui s'est faite contre la population de Palestine, s'est donc aussi faite avec l'accord des monarques arabes qui furent les premiers leaders sionistes musulmans. En outre, à l'époque, le chérif de La Mecque, Hussein ben Ali, n'interprétait pas le *Coran* à la manière du Hamas. Il ne pensait pas qu'« une terre musulmane ne peut être gouvernée par des non-musulmans ».

La création juridique de l'État d'Israël

En mai 1942, les organisations sionistes tinrent leur congrès à l'hôtel Biltmore de New York. Les participants décidèrent de transformer le « foyer national juif » de Palestine en « Commonwealth juif » (référence au *Commonwealth* par lequel Cromwell remplaça brièvement la monarchie britannique) et d'autoriser l'immigration massive des juifs vers la Palestine. Dans un document secret, trois objectifs étaient précisés : « (1) l'État juif embrasserait la totalité de la Palestine et probablement la Transjordanie ; (2) le déplacement des populations arabes en Irak et (3) la prise en main par les juifs des secteurs du développement et du contrôle de l'économie dans tout le Moyen-Orient ».

La presque totalité des participants ignoraient alors que la « solution finale de la question juive » (*die Endlösung der Judenfrage*) venait juste de débiter secrètement en Europe.

En définitive, alors que les Britanniques ne savaient plus comment satisfaire à la fois les juifs et les arabes, les Nations unies (qui ne comptaient alors que 46 États membres) proposèrent un plan de partage de la Palestine à partir des indications que les Britanniques lui fournirent. Un État binational devait être créé comprenant un État juif, un État arabe et une zone « sous régime

international particulier » pour administrer les lieux saints (Jérusalem et Bethléem). Ce projet fut adopté par la Résolution 181 de l'Assemblée générale [9].

Sans attendre la suite des négociations, le président de l'Agence juive, David Ben Gourion, proclama unilatéralement l'État d'Israël, immédiatement reconnu par les États-Unis. Les arabes du territoire israélien furent placés sous la loi martiale, leurs déplacements furent limités et leurs passeports confisqués. Les pays arabes nouvellement indépendants intervinrent. Mais sans armées encore constituées, ils furent rapidement battus. Au cours de cette guerre, Israël procéda à un nettoyage ethnique et contraint au moins 700 000 arabes à fuir.

L'Onu envoya comme médiateur, le comte Folke Bernadotte, un diplomate suédois qui sauva des milliers de juifs durant la guerre. Il constata que les données démographiques transmises par les autorités britanniques étaient fausses et exigea la pleine application du plan de partage de la Palestine. Or, la Résolution 181 implique le retour des 700 000 arabes expulsés, la création d'un État arabe et l'internationalisation de Jérusalem.

L'envoyé spécial de l'Onu fut assassiné, le 17 septembre 1948, sur ordre du futur Premier ministre, Yitzhak Shamir.

Furieuse, l'Assemblée générale des Nations unies adopta la Résolution 194 qui réaffirme les principes de la Résolution 181 et, en outre, proclame le droit inaliénable des Palestiniens à retourner chez eux et à être indemnisés des préjudices qu'ils viennent de subir [10].

Cependant, Israël ayant arrêté les assassins de Bernadotte, les ayant jugés et condamnés, fut accepté au sein de l'Onu sur la promesse d'en honorer les résolutions. Or tout cela n'était que mensonges. Immédiatement après les assassins furent amnistiés et le tireur devint le garde du corps personnel du Premier ministre David Ben Gourion.

Depuis son adhésion à l'Onu, Israël n'a cessé d'en violer les résolutions qui se sont accumulées à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Ses liens organiques avec deux membres du

Conseil disposant du droit de veto l'ont placé en dehors du droit international. C'est devenu un État *off shore* permettant aux États-Unis et au Royaume-Uni de feindre respecter eux-mêmes le droit international alors qu'ils le violent depuis ce pseudo-État.

Il est absolument erroné de croire que le problème posé par Israël ne concerne que le Proche-Orient. Aujourd'hui, Israël agit partout militairement dans le monde en couverture de l'impérialisme anglo-saxon. En Amérique latine, ce sont des agents israéliens qui ont organisé la répression durant le coup d'État contre Hugo Chavez (2002) ou le renversement de Manuel Zelaya (2009). En Afrique, ils étaient partout présents durant la guerre des Grands lacs et ont organisé l'arrestation de Mouamar el-Kadhafi. En Asie, ils ont dirigé l'assaut et le massacre des Tigres tamouls (2009), etc. Chaque fois, Londres et Washington jurent n'y être pour rien. En outre, Israël contrôle de nombreuses institutions médiatiques et financières (telle que la Réserve fédérale états-unienne).

La lutte contre l'impérialisme

Jusqu'à la dissolution de l'URSS, il était évident pour tous que la question israélienne ressort de la lutte contre l'impérialisme. Les Palestiniens étaient soutenus par tous les anti-impérialistes du monde —jusqu'aux membres de l'Armée rouge japonaise— qui venaient se battre à leurs côtés.

Aujourd'hui, la globalisation de la société de consommation et la perte des valeurs qui s'en est suivie ont fait perdre conscience du caractère colonial de l'État hébreu. Seuls les arabes et les musulmans se sentent concernés. Ils font preuve d'empathie pour le sort des Palestiniens, mais ignorent les crimes israéliens dans le reste du monde et ne réagissent pas aux autres crimes impérialistes.

Pourtant, en 1979, l'ayatollah Rouhollah Khomeini expliquait à ses fidèles iraniens qu'Israël n'était qu'une poupée dans les mains des impérialistes et que le seul vrai ennemi était l'alliance des États-Unis et du Royaume-Uni. Pour avoir énoncé cette simple vérité, Khomeini fut caricaturé en Occident et les chiites furent présentés comme hérétiques en Orient. Aujourd'hui l'Iran est le seul État au monde à envoyer massivement des armes et des conseillers aider la Résistance palestinienne, tandis que des leaders

sionistes musulmans débattent aimablement par vidéo-conférence avec le président israélien durant les réunions du Conseil de sécurité du Golfe [11].

Thierry Meyssan

[1] « [Extension de la guerre du gaz au Levant](#) », par Thierry Meyssan, *Al-Watan/Réseau Voltaire*, 21 juillet 2014.

[2] « [Réunion du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient et l'offensive israélienne à Gaza](#) », *Réseau Voltaire*, 22 juillet 2014.

[3] « [Déclaration du Président du Conseil de sécurité sur la situation à Gaza](#) », *Réseau Voltaire*, 28 juillet 2014.

[4] Sur l'histoire du sionisme, on se reportera au chapitre correspondant (« Israël et les Anglo-Saxons ») de mon livre *L'Effroyable imposture 2, Manipulations et désinformations*, Edition Alphée, 2007. Les lecteurs y trouveront de nombreuses références bibliographiques.

[5] *The Cousins' Wars : Religion, Politics, Civil Warfare and the Triumph of Anglo-America*, par Kevin Phillips, Basic Books (1999).

[6] Voir notamment *American Theocracy* (2006) de Kevin Phillips, un historien exceptionnel qui fut un des conseillers de Richard Nixon.

[7] Une synthèse des travaux historiques sur ce sujet : *Comment le peuple juif fut inventé*, par Shlomo Sand, Fayard, 2008.

[8] La formulation du point 12 est particulièrement sibylline. Ainsi, lors de la conférence de paix de Paris, en 1919, l'émir Fayçal l'évoqua pour revendiquer le droit des peuples anciennement sous le joug ottoman à disposer d'eux-mêmes. Il s'entendit répondre qu'il avait le choix entre une Syrie placée sous un ou sous plusieurs mandats. La délégation sioniste fit valoir que Wilson s'y était engagé à soutenir le Commonwealth juif à la grande surprise de la délégation états-unienne. En définitive, Wilson confirma par écrit qu'il fallait entendre le point 12 comme un engagement de Washington pour la création d'Israël et à la restauration de l'Arménie. « [Les quatorze points du président Wilson](#) », *Réseau Voltaire*, 8 janvier 1918.

[9] « [Résolution 181 de l'Assemblée générale de l'Onu](#) », *Réseau Voltaire*, 29 novembre 1947.

[10] « [Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU](#) », *Réseau Voltaire*, 11 décembre 1948.

[11] « [Shimon Peres s'est exprimé devant le Conseil de sécurité du Golfe, fin novembre](#) », *Réseau Voltaire*, 3 décembre 2013.

Source : « Qui est l'ennemi ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 août 2014, www.voltairenet.org/article184968.html